

# Conflit culturel et dialogue dans les pays du Golfe<sup>1</sup>

*JILL CRYSTAL*

## **La première mondialisation du monde**

Les États arabes du Golfe persique (c'est-à-dire les États qui constituent actuellement le Conseil de Coopération du Golfe : Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman et Emirats Arabes Unis) ont une très longue histoire d'interaction avec l'Occident. Cette histoire, faite de dialogue et de désaccord, de conflit et de coopération, a conduit à une restructuration culturelle constante de l'identité locale de la part des dirigeants et de la société du Golfe.

Les contacts que les pays du Golfe ont eu avec les cultures les plus importantes du monde datent du début de l'histoire. À partir du 4<sup>ème</sup> millénaire avant J.-C., les civilisations du Golfe se composaient de la Mésopotamie (Irak actuel), de Dilmun, qui se trouvait au Bahreïn actuel, ainsi que des centres de civilisation avoisinants dans l'Oman d'aujourd'hui et les Emirats Arabes Unis. Ces civilisations étaient, de leur côté, reliées à celles de la vallée de l'Indus.

À partir de 4000 avant J.-C., les populations des oasis de l'intérieur commencèrent à cultiver des dattes, ce qui leur permit de survivre à une période de changement de climat et d'aridité constante qui débuta vers 3 000 avant J.-C., entraînant ainsi une réduction substantielle de la population de la péninsule. Dans ce nouvel environnement, deux économies et cultures différentes commencèrent à émerger du côté arabe du Golfe. À l'intérieur de la péninsule, la domestication du chameau (qui a probablement commencé à Oman vers 1500 avant J.-C.) favorisa un pastoralisme nomade dans les régions les plus arides de la péninsule. Sur la côte, une économie se développa, basée sur la pêche, la pêche aux perles, la construction des bateaux et enfin le commerce à longue distance.

Au début du VIII<sup>e</sup> siècle après J.-C., les marchands arabes avaient créé un réseau commercial atteignant l'Afrique de l'est, l'Inde et même la Chine. Le contact établi avec des cultures si lointaines amena des technologies et de nouvelles idées dans la région du Golfe. Un contact fut aussi établi avec la

---

<sup>1</sup> Traduit de l'anglais par le Pr. Mustapha Ouakrim, Université Al Akhawayne d'Ifrane et Faculté de Lettres de Fès.

culture encore en développement de l'Europe avec l'arrivée d'Alexandre le Grand dont le grand empire s'étendit à travers le Moyen-Orient vers le Golfe (Alexandre mourut à Babylone). L'île koweïtienne de Failaka servit d'avant poste à l'armée d'Alexandre le Grand, mise en place au IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C.

Ainsi, au moment de l'arrivée des européens modernes dans la région, le Golfe avait déjà eu de longs contacts avec des contrées et des cultures lointaines. En fait, son premier contact significatif avec l'Europe fut avec la civilisation pré-chrétienne. Le Golfe est entré en contact avec la chrétienté, peu de temps après sa naissance en tant que religion du Moyen-Orient, plutôt qu'européenne, et bien qu'au moment de leur arrivée, les européens modernes avaient déjà épousé cette religion moyen-orientale.

### **Le colonialisme moderne**

Quand les premiers européens de l'ère moderne arrivèrent dans la région du Golfe, une culture particulière du commerce s'était développée le long du littoral arabe. En 1497, l'explorateur portugais Vasco de Gama arriva dans le Golfe persique. En quelques années, la marine portugaise prit possession de l'île de Hormuz et d'autres sites stratégiques le long de la côte du Golfe et du Golfe d'Oman. Ceci amena à une domination portugaise du commerce de la région durant le siècle qui suivit. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, la domination portugaise fut remplacée par celle de la Hollande et de l'Angleterre et les bateaux portugais furent remplacés par ceux des compagnies anglaise et hollandaise de l'Inde Orientale. En 1622, les perses et la compagnie anglaise de l'Inde Orientale unirent leurs forces pour chasser les portugais de la région du Golfe. Au début, ce furent les hollandais qui prirent le dessus, mais à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne était devenue la puissance dominante dans la région, une situation qui persista jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Au début, l'intérêt des britanniques pour le Golfe fut commercial, mais au fur et à mesure que l'Empire britannique commença à s'étendre, l'Inde prit plus d'importance et ainsi, l'intérêt stratégique de maintenir le commerce et les voies de communication entre la Grande-Bretagne et l'Inde devint primordial. Ce n'est que beaucoup plus tard que les intérêts économiques prirent plus d'importance avec la découverte du pétrole. Dans le but de protéger leurs intérêts économiques, les britanniques comme les portugais et les hollandais eurent recours à une politique en grande partie de gouvernement indirect, caractérisée par un minimum d'intervention dans les affaires intérieures. Cependant, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux facteurs

nouveaux incitèrent à une intervention plus directe de la part des britanniques. Les ambitions françaises au Moyen-Orient constituèrent le premier de ces facteurs, commençant par l'invasion de l'Égypte par Bonaparte en 1798. Ceci incita les britanniques à établir des traités spéciaux avec les États arabes du littoral, dont le premier fut signé avec Oman, dans le but de fermer l'accès du Golfe aux français et d'améliorer la protection des voies de communication de la Grande-Bretagne avec ses territoires en Inde dont l'importance ne cessait de croître.

Suite au déclin du défi français au Moyen-Orient, un autre défi se concrétisa sous la forme d'un commerce pirate à l'échelle locale et d'une industrie émergente dans ce qui constitue actuellement les Emirats Arabes Unis. Naviguant à partir des émirats de Sharjah et Ras El Khaymah, les marins du Golfe avaient l'habitude d'attaquer les vaisseaux européens et autres. Un traité signé en 1820 avec les cheikhs locaux constitua la pierre angulaire de la présence britannique dans la région du Golfe durant les 150 années qui suivirent. En 1835, les britanniques signèrent un second traité avec les cheikhs qui dirigeaient la région, interdisant les raids tribaux durant les périodes de pêche et de pêche aux perles, appelées « période de trêve ». En 1838, le traité fut étendu pour l'année, et en 1853 le « Traité de Paix Maritime à Perpétuité » (*Treaty of Maritime Peace in Perpetuity*) fut signé. Ces traités, qui furent suivis par d'autres, constituèrent la base même de la présence britannique dans le Golfe. À travers les traités de 1861 et 1880, les britanniques s'engagèrent à protéger les Al Khalifa, dirigeants de Bahreïn, et à partir du début du XXe siècle, un agent politique britannique s'établit dans l'émirat. En 1892, la Grande-Bretagne signa des accords avec les « États de la trêve », assumant la responsabilité de leur défense des affaires étrangères. En 1899, la Grande-Bretagne signa un traité avec Mubarak Al Sabah du Koweït, et en 1916 un autre avec les Al-Thani, dirigeants de Qatar. Oman resta en dehors de ce système de traité formel, mais les britanniques gardèrent des relations étroites avec les Al Bu Said, sultans de Muscat qui avaient perdu le contrôle effectif de l'intérieur d'Oman dès le XIXe siècle.

Par conséquent, vers la fin du XIXe siècle, les britanniques avaient établi un certain contrôle sur la plupart des dirigeants arabes du littoral arabe. Cependant, durant les décennies qui suivirent, les dirigeants locaux arrivèrent à trouver les moyens d'utiliser la présence britannique à leur avantage. Bahreïn, l'axe central de la présence britannique dans le Golfe eut moins d'espace de manœuvre que les autres émirats. Le besoin de voir des alliés dans la région pour les britanniques les incita à renforcer le pouvoir de la famille dirigeante des Al-Khalifa qui s'étaient établis dans la région en 1782, après en avoir pourchassé les dirigeants perses. La Grande-Bretagne gouverna Bahreïn parfois de manière plutôt forte, avec l'aide des dirigeants

sunnites Al Khalifa qui à leur tour régnerent sur une population en grande partie chiite de manière directe et souvent dure. Cette combinaison d'un pouvoir extérieur et plus direct de la part de la Grande-Bretagne en collaboration avec des dirigeants de la minorité sunnite, bien qu'avantageux pour les Al Khalifa, produisit en fin de compte un régime beaucoup plus autoritaire à Bahreïn. Ce régime persista fort bien jusqu'à l'indépendance, vu que les Al Khalifa continuèrent à dépendre des officiers britanniques pour diriger leurs services de renseignements locaux jusque vers la fin du XXe siècle.

Au Koweït par contre, les britanniques jouèrent un rôle très différent. Ceci est dû en particulier aux efforts que les dirigeants de la région, les Al Sabah, déployèrent en vue de se servir de la présence britannique pour se protéger des autres pouvoirs de la région

Au Qatar, les britanniques y choisirent en tant qu'alliés locaux les Al-Thani, une famille plutôt faible. Incapable d'écarter les britanniques, l'émir espérait pouvoir utiliser leur présence pour assurer sa propre situation vis-à-vis de ses proches exigeants et contre les forces puissantes d'Abdel Aziz Ibn Saoud. En 1935, l'émir fit une proposition prometteuse d'exploration de pétrole à la Grande-Bretagne, mais seulement après que celle-ci s'engagea à supporter la faction de l'émir dans la lutte intérieure pour le pouvoir parmi les membres de la famille dirigeante, en reconnaissant son fils en tant qu'héritier présomptif. En 1948-49, encore une fois, l'émir conditionna la nomination d'un officier, conseiller politique au Qatar par le support britannique dans une crise de succession qui avait atteint son sommet lorsque les proches de l'émir commencèrent à acheter des armes et à menacer d'utiliser la force. Suite à la crise de 1949, des officiers britanniques prirent rapidement le contrôle des finances, de la sécurité et du développement. La première bureaucratie fut ainsi créée et les premiers projets de développement et de distribution établis. Ainsi, le support des britanniques et les revenus pétroliers permirent au souverain de prendre des distances par rapport aux exigences de ses proches pendant un certain temps.

Cependant, vers la moitié des années 1950, les forces du nationalisme arabe arrivèrent dans le Golfe. En 1956, suite à la nationalisation du Canal de Suez par Nasser en juillet, l'émir de Qatar eut à faire face à une coalition soudaine de ce qui auparavant n'était qu'une opposition disparate et muette : des cheikhs qui ne cessaient d'exiger des augmentations des allocations, des ouvriers du pétrole qui se mettaient en grève sans arrêt, et enfin une vague panarabe et des sentiments anti-britanniques qui se propageaient dans la région. En 1956, des ouvriers du pétrole bien organisés s'allièrent à des cheikhs dissidents pour former un front pro-arabe et anti-britannique. En fin de compte, les grévistes firent peu pour déloger l'émir du

pouvoir, mais leur mouvement contribua indirectement à créer une identité qatarie distincte. Etant donné que les ouvriers du pétrole obligèrent la compagnie pétrolière et le gouvernement à honorer un engagement à instituer une politique de recrutement préférentiel en faveur des qataris, en 1956, le cheik rendit un arrêt interdisant aux non qataris d'ouvrir des boutiques ou locaux d'affaires sans autorisation. Cet arrêt posa les fondements d'une série de lois protectrices de la nationalité durant les années 1960, commençant par le premier code du travail en 1962, stipulant que les nationaux qataris, suivis des autres arabes, devaient bénéficier d'un traitement de faveur en ce qui concerne le recrutement pour l'emploi.

Dans chacun des États, une variante de ce processus fut appliquée. Malgré les contraintes imposées aux dirigeants locaux dans leur capacité de contrôler les britanniques, ils arrivèrent quand même à tourner la présence britannique à leur propre avantage. De son côté, la Grande-Bretagne laissa une influence permanente dans le Golfe. Le système des traités fixa les relations existantes de pouvoir politique et des familles dirigeantes, et eut comme conséquence l'établissement de frontières à l'européenne, définissant les territoires dirigés par les cheikhs comme étant les limites territoriales des États comme nous les connaissons aujourd'hui. Ainsi, pour une économie pastorale nomade, où la souveraineté était exercée sur des gens plutôt que sur des espaces, ceci constituait un changement de taille. De plus, la Grande-Bretagne arriva à établir et à développer des pratiques administratives et des institutions concomitantes telles que les conseils municipaux et d'autres pratiques et codes légaux occidentaux à côté de la loi islamique. Les britanniques lancèrent aussi des plans de développement économique et social modestes qui servirent de modèle à des projets ultérieurs beaucoup plus ambitieux durant la période d'après l'indépendance.

### **Pétrole et indépendance**

Après la seconde guerre mondiale et l'indépendance de l'Inde, les intérêts stratégiques de la Grande-Bretagne changèrent. La situation géostratégique du Golfe, a acquis une importance stratégique en soi, avec le pétrole. Avec l'ère du pétrole, l'âge moderne de la mondialisation avait également commencé au Moyen-Orient. Le contact du Golfe avec les multinationales pétrolières de l'époque advint avant l'indépendance et commença durant la période entre les deux guerres, lorsque les compagnies britanniques et américaines commencèrent leur exploration du pétrole dans le Golfe persique. Par conséquent, au moment même où la mondialisation avait atteint une grande partie du globe avec le développement rapide dans

l'après-guerre, durant les années 1960 et 1970, les États du Golfe avaient accumulé des décennies d'expérience dans leurs relations avec les compagnies transnationales. Les dirigeants des États pétroliers du Golfe qui furent au début à la merci de ces compagnies arrivèrent petit à petit à tourner ces relations à leur avantage. Pendant les années 1960 et 1970, ils envoyèrent leurs enfants dans les institutions d'éducation occidentales pour y étudier la comptabilité, la science de l'industrie du pétrole et le droit. À leur retour, ceux-ci occupèrent des postes dans les sociétés pétrolières locales pour ainsi s'assurer que les compagnies étrangères se conformaient aux accords signés. Vers les années 1970, ils étaient prêts à organiser et renégocier les termes de ces accords.

En même temps, l'enjeu des britanniques concernant les ressources pétrolières du Golfe était assez important pour justifier la tenue en garnison de troupes militaires à Oman, Charjah et Bahreïn. Cependant, le coût du maintien d'une telle présence militaire dans le Golfe pour les contribuables britanniques devint un objet de controverse de plus en plus grande dans le pays. En réaction à un mécontentement grandissant de l'intérieur au sujet du coût de maintien de leur empire affaibli, les autorités britanniques décidèrent finalement de retirer leurs troupes du Golfe. En 1961, la Grande-Bretagne donna son indépendance au Koweït, pour en fait y revenir plus tard afin de prévenir une invasion irakienne. En 1968, elle annonça son intention de se retirer complètement du Golfe, et en 1971 elle mit fin à ses relations de traité spécial avec Bahreïn, Qatar et les États de la trêve. La Grande-Bretagne essaya de promouvoir une fédération qui était supposée inclure les sept pays de la trêve, Bahreïn et Qatar, mais la revendication iranienne de Bahreïn, autrefois un avant-poste persan, empêcha la réalisation d'un tel dessein. Plus tard, Bahreïn essaya d'user de son influence pour intégrer une nouvelle fédération, avec un partage du pouvoir politique en fonction de la population de chaque État membre (celle de Bahreïn était alors la plus nombreuse). Quand cette proposition fut repoussée, Bahreïn se retira de la fédération. Qatar, qui se méfiait de Bahreïn avec lequel elle avait un conflit territorial, se retira à son tour, laissant seuls les États de la trêve former le nouvel État de la fédération des Emirats Arabes Unis. Le 2 décembre 1971, le nouvel État fut proclamé, avec Abu Dhabi, Dubaï, Charjah, Umm Al Qaywayn et Fujayrah en tant que membres. Ras Al Khaymah devint membre de la fédération en mars 1972.

Devenus indépendants, les pays du Golfe producteurs de pétrole pouvaient alors se mettre à exercer un certain contrôle collectif sur les prix du pétrole, commençant par la création de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEC) pendant les années 1960. Au début, l'OPEC dut relever un défi auquel tout cartel doit faire face, à savoir que la coopération nécessaire en vue d'une action collective n'est pas facile à établir, vu que chaque État a une motivation

individuelle de s'abstenir de donner son accord pour une restriction de la production, dans l'espoir que les autres en feront autant, et puis de vendre au-dessus du quota à des prix plus élevés ultérieurement. En fait, au début l'OPEEC fut loin d'être une réussite. Ses efforts visant à user de l'arme de pétrole pour changer le cours de la guerre de 1967 furent un échec.

Cependant, à partir de 1973, la Grande-Bretagne avait quitté le Golfe, et quand la troisième guerre arabo-israélienne éclata la même année, les membres arabes de l'OPEEC arrivèrent à imposer un boycott pétrolier aux États ayant supporté Israël, y compris les États-Unis, le premier appui de l'État hébreu. Cette action généra une augmentation dramatique des prix du pétrole. En 1974, le prix quadrupla et en l'espace de quelques années, les pays du Golfe producteurs de pétrole s'enrichirent énormément. Les lois de force du marché de pétrole jouèrent un rôle important dans ce processus de transition. La combinaison d'une augmentation de la demande et la baisse de l'offre mondiale du pétrole fit que le marché devint plus facile à manipuler. Mais en fin de compte, le succès d'une telle entreprise fut possible grâce à la capacité de l'OPEEC à utiliser l'identité et le nationalisme arabe au service de ses revendications économiques contre l'Occident. Les membres de l'OPEEC avaient en commun un centre d'identité politique et un intérêt pour le sort des palestiniens. Le boycott fut une réussite parce qu'il constituait un effort de la part des États arabes pour créer un environnement de négociation politique plus favorable pour eux-mêmes et pour la cause palestinienne. Ainsi, l'identité arabe fut un élément central dans la solution du problème de l'action collective inhérent à l'organisation des pays producteurs de pétrole.

Toutefois, ces identités mêmes étaient déjà dans un État de mutation. L'indépendance avait permis aux États du Golfe de définir leur propre projet d'avenir, et par conséquent leur identité. Le nationalisme arabe avait atteint le Golfe assez tard et l'unité autour d'une telle cause en 1973 a suscité un enthousiasme exceptionnel, jamais égalé. Durant les années qui suivirent, d'autres identités, golfienne et nationale, prirent le devant. De plus, pour les cinq États nouvellement indépendants, les années 1970 furent marquées par un développement économique rapide dû à l'augmentation constante des revenus du pétrole. La richesse générée par ces revenus créa des conflits d'intérêts importants entre les pays arabes producteurs de pétrole et les autres, affaiblissant ainsi davantage le pouvoir de l'identité arabe à rivaliser avec les identités golfienne et nationale naissantes.

Ces identités furent accentuées encore plus par un environnement sécuritaire différent. Au début des années 1980, les États du Golfe durent faire face à un certain nombre de menaces nouvelles. La première fut l'avènement en 1979 de la révolution islamique en Iran. Cette révolution constitua une menace pour la sécurité intérieure de tous les États du Golfe, en particulier celle de Bahreïn où la

minorité sunnite gouvernait une majorité chiite, alors encouragée par l'accès au pouvoir d'un gouvernement islamique shiite en Iran. La révolution causa de graves soucis aux gouvernements de l'Arabie Saoudite et du Koweït, chacun ayant une minorité shiite importante et potentiellement dissidente.

La deuxième menace fut l'invasion de l'Iran par l'Irak et la guerre qui s'ensuivit entre les deux pays (1980-1988). Ceci poussa l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar, les Emirats Arabes Unis et Oman à joindre leurs forces et à fonder le Conseil de Coopération du Golfe (GCC) en 1981. Des discussions concernant la création d'une telle organisation avaient eu lieu auparavant dans le but de renforcer la sécurité régionale après le départ des britanniques, mais le projet ne fut jamais concrétisé, en grande partie à cause de la pression exercée par l'Iran et l'Irak pour en faire partie. La guerre entre ces deux pays offrit alors un motif et une occasion pour exclure les deux États en guerre.

En outre, cette guerre amena l'intervention d'une nouvelle puissance impériale dans le Golfe. Quand les britanniques quittèrent le Golfe en 1971, les États-Unis embourbés au Vietnam n'étaient pas prêts à remplir le vide laissé par la Grande-Bretagne et ils furent forcés de compter sur des alliés locaux instables. Mais maintenant, ils étaient prêts à aller au Golfe en force : durant les années 1980, les États-Unis commencèrent à établir une présence militaire importante dans la région. En même temps, la guerre entre l'Iran et l'Irak menaçait tous les États du Golfe, au point où ils devinrent plus disposés à se tourner plus ouvertement vers les États-Unis. Craignant l'Iran plus que l'Irak, les dirigeants du Golfe supportèrent Saddam Hussain fermement, se positionnant ainsi derrière les États-Unis. Puis, en 1987, l'Iran commença à lancer des attaques régulières contre les installations pétrolières du Koweït, en représaille contre les assauts irakiens sur ses propres pétroliers et installations pétrolières. Ceci amena le Koweït à solliciter des escortes navales américaines et une substitution de certaines de ces installations. Ceci constitua un changement dramatique de la politique du Koweït et des États arabes en général qui consistait à maintenir la sécurité par des moyens non-militaires, épaulée par une présence militaire américaine dans l'Océan Indien.

Au fur et à mesure que la guerre progressait, les États du Golfe devaient faire face à une troisième menace : la baisse des prix du pétrole. Les prix atteignirent leur sommet en 1981. Au milieu des années 1980, ils commencèrent à baisser d'une manière importante, pour atteindre leur plus bas niveau en 1986. Encore une fois, les facteurs économiques contribuèrent en partie à cette baisse. Après la crise du pétrole des années 1970, et comme les pays commencèrent à développer des sources d'énergie alternatives et à économiser l'énergie, la demande de pétrole baissa. Une mutation dans l'identité du Golfe contribua aussi à un changement de l'environnement pétrolier. Le nationalisme arabe qui avait



rassemblé les pays producteurs en 1973 était en déclin depuis la défaite de la guerre de 1967 qui inaugura un retour à des politiques centrées sur l'État dans toute la région. Durant les années 1970, les différentes prises de position avaient commencé à émerger concernant le conflit israélo-palestinien. Ce dernier a réussi en effet à unir les pays producteurs de pétrole en 1973. L'Égypte, puis d'autres pays, acceptèrent à différents degrés l'existence d'Israël. Les pays producteurs de pétrole commencèrent également à se définir en terme de nationalité, et à mettre l'accent sur leurs intérêts sécuritaires individuels et nationaux. Sur ce point, des différences importantes étaient apparues, d'abord entre l'Irak et l'Iran, puis entre l'Irak et le Koweït. Ces différences politiques, ainsi que les identités émergentes parmi les pays du Golfe producteurs de pétrole, détruisirent l'unité qui avait rendu possible le succès fulgurant de l'OPEC en 1973.

La guerre du Golfe à la fin de la décennie rapprocha les États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), à la fois entre eux-mêmes et avec les États-Unis. Quand l'Irak envahit le Koweït en 1990, le gouvernement koweïtien en exil sollicita l'aide des États-Unis, et ceux-ci, avec l'aide des alliés, chassèrent les irakiens. Durant la guerre du Golfe, tous les pays membres du CCG offrirent leur aide aux forces américaines. Le Koweït était au premier rang bien sûr, mais à part son aide financière, il ne put offrir que peu en terme pratique. L'Arabie Saoudite mit ses bases et son territoire à la disposition des américains, malgré l'opposition intérieure attendue que pouvait engendrer une telle action. Bahreïn continua à offrir sa base navale. Durant la décennie de l'après-guerre, les États du Golfe continuèrent à dépendre de la présence militaire américaine permanente mais commencèrent également à construire leurs propres forces militaires. Aussi, le rythme d'acquisition des armes s'accéléra jusqu'au milieu des années 1990 où les achats des États du CCG représentaient un tiers des ventes militaires américaines à travers le monde.

### **Le 11 Septembre**

Le nouveau millénaire amena un nouveau président au gouvernement des États-Unis. Celui-ci entama ses fonctions sans programme bien établi pour le Moyen-Orient. Les attaques du 11 Septembre 2001 donnèrent au président Bush de nouveaux pouvoirs politiques dans le Golfe. Trois initiatives de politique ont eu un impact particulier sur le Golfe : la poussée en avant de la démocratisation dans la région, la guerre générale contre le terrorisme et la guerre en Irak. Considérant chacune de ces initiatives avec une certaine circonspection, les dirigeants du Golfe ont toutefois trouvé les moyens de les contourner à leur profit.

L'un des résultats des initiatives de la politique américaine dans le Golfe a été un mouvement de réforme politique. L'origine d'une telle pression fut la conviction, suite aux attaques du 11 Septembre, que la cause essentielle du terrorisme se trouve non pas dans les circonstances matérielles misérables qui poussent ceux n'ayant pas grand-chose à perdre à la violence, mais plutôt dans les environnements autoritaristes prévalant au Moyen-Orient et qui excluent toute expression non violente d'opposition politique. Si le Golfe, et le monde, affirmait-on, étaient plus démocratiques, le terrorisme déclinerait. Bien que cette façon de raisonner fut critiquable, la démocratie elle-même constituait un but de politique étrangère séduisant qui au début bénéficiait d'un support partisan aux États-Unis.

Après le 11 Septembre, l'administration Bush mit en avant un plan ambitieux en vue de favoriser une transition démocratique dans toute la région. Le plan débuta en Décembre 2002 avec l'Initiative de Partenariat au Moyen-Orient (*Middle East Partnership Initiative*), lancée en juin 2004, dans le but de stimuler une réforme politique, économique et sociale à travers le dialogue et une série de projets soutenus par les États-Unis. Recréée dans une forme plus modeste à la suite d'une réaction vide d'enthousiasme au Moyen-Orient, sous le nom de l'Initiative Élargie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (*Broader Middle East and North Africa Initiative*), celle-ci fut inaugurée au « Forum de l'Avenir » (*Forum for the Future*) pendant une réunion au Maroc en décembre 2004. Le but, plus limité cette fois-ci, était de rassembler les ministres arabes des Affaires étrangères et des Finances et les représentants du G8 afin d'étudier les domaines où la réforme était possible.

Alors qu'un grand nombre parmi les dirigeants de la région avait accueilli cette initiative avec peu d'enthousiasme, elle fut reçue d'une manière un peu favorable par les dirigeants du Golfe. Les dirigeants des États les plus petits, quoique méfiants vis-à-vis de la démocratisation et peu enthousiastes à l'idée de voir leur pouvoir diminuer, étaient également profondément conscients de leur dépendance sécuritaire des États-Unis et du besoin d'apaiser l'administration Bush. Qui plus est, la pression externe pour une libéralisation politique a été combinée avec une pression interne œuvrant dans la même direction. Dans un tel environnement, chaque dirigeant du Golfe essaya de mesurer à quel point l'intention des États-Unis était sérieuse ainsi que les effets éventuels de la libéralisation sur le plan intérieur, avant de réagir en conséquence à une telle intention.

La libéralisation politique dans le Golfe avait historiquement pris la forme de conseils des élus, en partie, pour un monarque non élu. Le Koweït, où prévalaient les institutions pro-démocratiques les plus anciennes et les plus fermement établies, est allé le plus loin en élargissant le droit à la contestation. Cet État qui avait une expérience dans le domaine des corps

élus, datant de la période d'entre guerres, avait profité d'élections régulières au niveau de l'Assemblée Nationale depuis le début des années 1960. Malgré des suspensions en 1976 et en 1986, l'Assemblée Nationale du Koweït avait fonctionné tout au long des années comme un forum continu pour un débat politique, protecteur des droits civiques et politiques et propice à la concurrence politique. Le Koweït avait également un appareil policier plutôt bienveillant. La période d'après l'invasion irakienne a vu l'organisation des élections libres et une législature authentique, accompagnées d'un débat politique animé et ouvert, couvrant une grande variété de questions allant de la libéralisation de l'économie au vote des femmes. Le Koweït a continué à tenir des élections et a étendu la libéralisation politique en élargissant le vote. Après quelques faux départs, en mai 2005, à la suite d'une initiative de l'émir et un semblant dissension, l'Assemblée Nationale du Koweït a voté l'extension du vote aux femmes.

Le Qatar, le Bahreïn, Oman et les Emirats Arabes Unis ont essayé des ouvertures politiques plus poussées en organisant les élections de conseils, en partie nommés, et ayant des pouvoirs plus limités. Au Qatar, le gouvernement avait prévu, à raison, que des réformes superficielles suffiraient à apaiser les États-Unis. L'émir, qui avait accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'État sans effusion de sang en 1995, après avoir renversé son père, avait déjà mis en place un certain nombre de réformes en vue de consolider sa prise de pouvoir durant une transition difficile, y compris la tenue d'élections des conseils municipaux et l'extension du vote aux femmes. Il soumit alors une constitution écrite à un référendum national avec beaucoup de bruit autour avant d'être adoptée en avril 2003. Il organisa également un deuxième tour d'élections des conseils municipaux en 2003. Alors que la nouvelle constitution incorporait un nombre important de droits civiques et politiques, ce qui la rendait assez prometteuse sur papier, en pratique elle lui manquait des garanties institutionnelles sérieuses et symbolisait beaucoup plus une aspiration qu'une réalité. Néanmoins, ces réformes réalisèrent leur but en assurant un support populaire et occidental pendant une transition difficile et donnèrent l'impression de répondre aux attentes américaines.

Concernant le Bahreïn, le dirigeant de l'État Hamad Ben Aissa Al Khalifah salua à son tour l'initiative avec enthousiasme. Comme l'émir de Qatar, il n'était arrivé au pouvoir que récemment (en 1999), bien que de manière plus pacifique. Durant l'automne 2000, Sheikh Hamad nomma d'autres membres à la liste en plus de ceux déjà désignés et siégeant au Conseil Consultatif. En outre, il constitua un Comité Suprême National chargé de rédiger une « Charte Nationale d'Action » pour remplacer l'ancienne constitution en décembre 2000. La charte appelait à l'élection d'une Assemblée Nationale bicamérale, ayant un pouvoir législatif, comprenant une Chambre basse élue et une Chambre haute nommée. En

février 2001, la nouvelle constitution fut approuvée par référendum populaire. Durant l'automne 2002, le Bahreïn organisa ses premières élections parlementaires depuis l'assemblée de 1975 qui n'avait pas duré longtemps. D'autres réformes suivirent : les prisonniers politiques furent libérés et les dissidents qui avaient été renvoyés de leurs postes dans le secteur public furent réintégrés. Ces changements étaient d'une grande importance puisqu'ils eurent lieu juste après une dure répression de la part du gouvernement de 1994 à 1998, répression où le prince héritier et le ministre de la Défense lui-même avaient joué un rôle central. La police de l'État, responsable de la dure répression dans les années 1990, fut alors congédiée et remplacée par une Agence de Sécurité Nationale moins sévère.

Pour le Qatar, ces réformes furent favorablement accueillies en Occident. Mais une fois que l'attention des occidentaux avait été détournée, la mise en œuvre des réformes fut ralentie. En octobre 2002, Hamad (qui en février s'était proclamé roi et avait nommé son fils Salman prince héritier) décréta une nouvelle loi de la presse et de la publication. Cette loi donnait au ministre de l'Information davantage de pouvoir de censure et menaça de peines sévères toute critique du roi ou du système politique. Il accorda également une amnistie générale à tous les officiels du gouvernement pour des violations contre les Droits de l'homme. Une nouvelle constitution modifiée remplaça la « Charte Nationale d'Action » et priva l'Assemblée Nationale de tout droit de législation directe.

Si le Qatar et le Bahreïn avaient introduit des réformes modestes qui peuvent être contournées par la suite, les Emirats Arabes Unis décidèrent de ne pas réformer du tout. De même, l'Arabie Saoudite considéra qu'elle ne pouvait se permettre de réformer grand-chose, sachant que des élections libres étaient susceptibles d'amener les islamistes au pouvoir. En 1993, sous la pression des libéraux et des islamistes durant la guerre du Golfe, le gouvernement établit un conseil consultatif désigné. Suite aux attaques du 11 Septembre et à une pression croissante des États-Unis sur le gouvernement saoudite pour discréditer les proches d'Al Qaïda, les libéraux essayèrent de profiter de l'occasion pour pousser à plus de libéralisation politique. En janvier 2003, cent intellectuels signèrent une pétition, « La vision stratégique pour le présent et l'avenir » et la soumirent au prince Abdallah, traçant les grandes lignes d'un large programme de réforme et demandant l'établissement des institutions comprenant un conseil consultatif élu et la protection des droits politiques et civiques. Le 13 octobre 2003, le gouvernement annonça la tenue des élections pour élire la moitié des membres des conseils régionaux du pays, mais excluant les femmes du droit de vote et avançant plutôt doucement dans la mise en œuvre des réformes annoncées. De plus, au moment même où il faisait des promesses de réforme, le gouvernement n'hésitait pas à se servir de la police anti-émeutes

et de balles réelles pour mettre fin à une manifestation pacifique de saoudiens protestant contre la lenteur des réformes.

L'expérience saoudienne montre le caractère superficiel d'un grand nombre de réformes mises en œuvre dans les pays du Golfe. Même en optant pour une ouverture politique, chacun des États a gardé une capacité de répression et une volonté d'utiliser cette capacité au cas où une opposition se manifeste. Au Qatar, les réformes politiques furent accompagnées d'actions en vue de centraliser les agences de renseignements, donnant ainsi au dirigeant plus de contrôle direct sur les affaires du pays. Dans chacun de ces pays, le gouvernement imposa des limites claires à l'opposition publique.

Ainsi, la plupart des États du Golfe ont introduit des réformes pro-démocratiques de caractère modeste et facile à contourner qui étaient en même temps séduisantes pour les médias occidentaux. Les réformes du Koweït, plus motivées par des forces intérieures que par la pression des États-Unis, eurent plus d'importance et furent moins éphémères. Le Bahreïn et le Qatar qui avaient estimé que l'intérêt porté par les États-Unis à leurs réformes démocratiques allait diminuer, dosèrent leur réponse à un tel intérêt en conséquence. Les saoudiens résistèrent, craignant une dissidence plus radicale qui risquait de résulter des élections. Avec le temps, les États-Unis comprirent la perspective des saoudiens. De la victoire de Hamas aux élections palestiniennes au succès électoral de Hezbollah au Liban, les dirigeants élus de la région avaient peu de chance d'être plus pro-américains que les autocrates non-élus soutenus pendant si longtemps par les États-Unis. En peu de temps, la pression sur les dirigeants autoritaires, de l'Égypte au Pakistan, et dans le Golfe, en particulier sur l'Arabie Saoudite, s'atténa calmement au fil des jours. En 2007, l'appel réaliste pour une correction de l'attitude politique des États-Unis fut entendu et la poussée vers une démocratisation au Moyen-Orient s'arrêta d'une façon générale. Entre-temps, le fait d'évoquer la démocratisation comme justification rétrospective à la guerre en Irak a rendu le programme de réforme pro-démocratique beaucoup plus difficile à soutenir politiquement aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger.

Les États-Unis ont exercé une pression sur les pays du Golfe pour une libéralisation politique et les ont encouragés en même temps à libéraliser leur économie. Ces pays qui font partie de l'économie mondiale, n'avaient en fait nul besoin d'être encouragés à investir à l'étranger. Les hommes d'affaire du Golfe sont parmi les plus grands investisseurs du monde.

Les gouvernements du Golfe ont réagi à la pression de l'Occident pour libéraliser l'économie en mettant l'accent sur une libéralisation où il était possible de réaliser des gains politiques. Ils se sont montrés extrêmement actifs en poursuivant les investissements directs à l'étranger et en développant le secteur privé pour mobiliser le capital privé dans la

perspective de promouvoir la création d'emplois pour les nationaux. La libéralisation de l'économie a été conduite en grande partie dans la crainte qu'une augmentation du chômage parmi les jeunes ne se transforme en dissidence politique, et dans l'espoir que le secteur privé soit capable de reporter une telle situation. Les efforts de libéralisation de l'économie ont été accompagnés par des mesures législatives, ayant plus ou moins réussi, dans le but d'imposer, ou au moins d'encourager, le remplacement de la main d'œuvre étrangère par des nationaux. Cette libéralisation signifiait également l'obligation de recevoir les investissements directs à l'étranger (IDE) dans des secteurs secondaires, y compris le tourisme, la santé et les communications. Le Qatar a privatisé tout le secteur de production d'électricité et tous les projets en relation avec l'eau. Dans le passé les investisseurs étrangers devaient avoir des partenaires locaux, or actuellement le Qatar permet 100% de droit de propriété aux étrangers. De même, le Bahreïn a décrété des lois permettant aux travailleurs étrangers le transfert d'argent et aux investisseurs étrangers de posséder jusqu'à moins de la moitié des sociétés cotées à la Bourse des valeurs.

Le tourisme a également constitué une source de revenus pour tous les États du Golfe, avec une implication du secteur privé, commençant par les Emirats Arabes Unis. Dubaï a aussi introduit certains programmes économiques des plus ambitieux, et certainement des plus curieux, en dehors du secteur de l'énergie, dont la cité d'Internet, (*Internet City*), la cité des médias (*Media City*), les plus grandes pistes de ski en salle au monde, une île artificielle en forme de palmier et une grande variété de stations de vacances haut standing. Bien qu'à une échelle plus modeste, d'autres États du CCG ont également investi dans le secteur du tourisme. La plupart des touristes proviennent des États du Golfe, mais le marché européen du tourisme au Golfe reste assez important. Par ailleurs, l'expansion du secteur privé dans les biens et les services juridiques a été accompagnée par un développement dans le commerce de biens et services illégaux. Les marchés illicites offrent des possibilités diverses de coopération entre les intérêts de l'Occident et ceux du Golfe, aussi bien au Koweït où la guerre d'Irak a généré des opportunités illicites pour les firmes koweïtiennes et américaines, qu'à Dubaï qui a continué à jouer son rôle historique de centre de commerce à la fois légal et illégal.

La nationalisation des ressources étant une force populaire, les gouvernements les plus ouverts politiquement s'avèrent souvent les moins capables de mettre en œuvre une libéralisation économique. Au Koweït, par exemple, le Projet Koweït (*Project Kuwait*), une initiative visant à encourager les sociétés pétrolières transnationales à développer les champs de pétrole au nord du Koweït, a été bloqué pendant des années à la suite d'objections de la part de l'Assemblée Nationale. Concernant le Qatar, l'émir

qui avait fait des pas bien plus modestes pour une libéralisation politique, a été beaucoup plus disposé à ouvrir le secteur de l'énergie en invitant des sociétés pétrolières internationales à développer de nouveaux champs de pétrole et à promouvoir la production du gaz naturel, par de nouveaux contrats importants de gaz naturel liquéfié (LNG) signés avec ExxonMobil, ConocoPhillips et Shell.

La pression pour la réforme politique et économique qui prévalut avec l'arrivée de l'administration Bush fut bientôt dépassée par les événements. Après le 11 Septembre, la pression américaine pour le soutien à la guerre générale contre le terrorisme devint le point focal de la politique dans le Golfe. Le soutien en faveur de cette guerre ne demandait pas des régimes plus démocratiques ; en fait, ce fut exactement le contraire. Au début, la guerre contre le terrorisme fut accueillie par les dirigeants de Golfe puisqu'elle n'exigeait aucune ouverture démocratique. Elle offrit aux dirigeants la perspective d'un soutien américain à l'oppression de leurs propres dissidents, au nom de la guerre contre le terrorisme. Enfin, un tel support offrit l'occasion de s'occuper d'un sujet d'inquiétude partagé à propos de l'Islam radical, bien qu'à des degrés différents. Le Koweït a été inquiété par l'Islam radical bien avant le 11 Septembre. Le Bahreïn, qui était concerné plus par l'opposition chiïte que par l'opposition sunnite radicale a été moins inquiété, comme d'ailleurs le Qatar et les Emirats Arabes Unis qui n'ont pas eu trop à s'en faire en ce qui concerne une menace terroriste visible. Pourtant, ils ont rejoint le Koweït en proposant leur aide en faveur de la guerre contre le terrorisme. En 2003, suite à des attaques contre leur pétrole, les saoudiens se rendirent compte que l'Islam radical était une menace intérieure à laquelle ils devaient faire face.

Toutefois, le soutien à l'administration américaine dans sa lutte contre le terrorisme ne fit pas long feu. Le désintéressement se développa en particulier à cause de la résistance naturelle des services de renseignements à partager l'information, et le sentiment de la part des pays du Golfe que ce partage de renseignements était majoritairement à sens unique. Ceci fut particulièrement vrai pour le gouvernement saoudien. De plus, la guerre contre le terrorisme créait des inconvénients d'ordre pratique. En effet, au nom de cette guerre, les citoyens des pays du Golfe qui avaient auparavant bénéficié d'un accès facile à l'éducation et aux loisirs aux États-Unis, trouvèrent à présent de multiples problèmes pour y entrer. D'autant que certains y voyaient conflit de civilisations : une guerre contre l'Islam ou contre les musulmans. La guerre d'Irak n'a fait qu'accentuer ce sentiment.

Alors que le CCG avait fait preuve d'un certain appui pour la guerre du Golfe et même pour la guerre contre le terrorisme, ce soutien a commencé à s'affaiblir quand le président Bush a déplacé son regard vers l'Irak. Bien sûr,

beaucoup de Koweïtiens ont accueilli la chute de Saddam Hussein avec soulagement, mais à l'extérieur du Koweït, beaucoup estimaient que Saddam Hussein avait bien maîtrisé et qu'il ne constituait plus une menace sérieuse.

Malgré tout, les États du Golfe ont coopéré avec la puissance américaine. Le Koweït a activement collaboré en réservant une grande partie de son territoire au rassemblement des forces américaines, de même que le Qatar, en offrant son sol comme base d'opérations aux américains, en remplacement du territoire saoudien. Mais comme les émirs qui dans le passé faisaient entrer les conseillers britanniques en échange d'une protection contre leurs adversaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays (notamment les saoudiens), les dirigeants actuels du Qatar ont manipulé la présence américaine à des fins similaires, en construisant la base américaine à Al-Udaïd, un territoire partiellement revendiqué par les saoudiens. Et, dans le but de maintenir un certain équilibre, le Qatar continue à servir de siège à la station satellite à caractère critique Al-Jazeera. Les koweïtiens ont de la même façon profité des avantages offerts par la présence américaine d'après l'invasion de l'Irak.

## **Conclusion**

L'interaction des civilisations dans le Golfe a été empreinte de conflit, de coopération et de gains mutuels, bien qu'éventuellement inégaux. Parfois, cette coopération était le résultat d'intérêts partagés. En d'autres occasions, les États du Golfe se sont montrés capables de manipuler, de subvertir et aussi d'utiliser à leur faveur une présence occidentale à laquelle ils n'ont pas pu résister.

Chaque interaction avec l'Occident a joué un rôle dans la transformation de l'identité du Golfe. L'ère coloniale commença par une identité musulmane et arabe diffuse et envoûtante dans le Golfe, et des identités à petite échelle tribales, de clan et de secte. Durant l'ère coloniale et au début de l'ère postcoloniale, l'identité arabe primait. Cette identité panarabe a atteint son apogée en 1973 quand elle permit aux États du Golfe producteurs de pétrole d'utiliser cette arme au service de la cause palestinienne.

Avec l'indépendance, les identités nationales émergèrent également, renforcées là où elles existaient déjà et créées là où elles n'existaient pas. Dans des pays comme le Koweït, avec une identité nationale de longue date, la transition de l'« Arabe du Koweït » au « Koweïtien » fut plus facile. Dans d'autres, notamment le Qatar, une identité nationale émergea. Le facteur ayant joué un rôle significatif dans la consolidation de cette identité étatique nationale fut l'arrivée, durant les années de boom pétrolier, d'un très grand



nombre de travailleurs étrangers qui constituent actuellement environ les deux tiers de la population du Golfe. La menace culturelle qu'un tel nombre d'étrangers représentait engendra une cohésion sur le plan national. Au Qatar, la menace était au départ d'ordre économique : au cours des années 1950, les ouvriers qataris manifestèrent, revendiquant un traitement de faveur dans le recrutement des nationaux par rapport aux non-nationaux. Cette action collective à caractère national a contribué à la consolidation d'une identité nationale émergente.

En ce qui concerne les Emirats Arabes Unis, le nombre particulièrement réduit de ressortissants, au plus 15% de la population, créa une identité émiratie distincte. De leur côté, un certain nombre de politiques publiques ont servi à renforcer la distinction entre les citoyens et les expatriés. Les lois gouvernant le traitement de faveur pour les citoyens dans chaque État couvrirent non seulement les droits civils et politiques, mais aussi la résidence, l'éducation, et même les partenaires de mariage. Des coutumes nouvellement renforcées créèrent une pratique par laquelle certains aspects vestimentaires (par exemple, la dishdasha) seraient portés seulement par les ressortissants du CCG. Cette identification aisée facilita le traitement spécial réservé aux nationaux par rapport aux ressortissants étrangers de plus en plus nombreux.

Enfin, une identité « khalijie » plus large, ou identité du Golfe, avait émergé. Le Golfe arabe est de par beaucoup de ses aspects un lac culturel. Les tribus et les clans s'étendent à travers les frontières et un grand nombre de ressortissants du Golfe ont des passeports multiples. Le pétrole a amené des transformations et des problèmes très semblables pour tous les États arabes du Golfe. Les mêmes inquiétudes de sécurité partagées ont poussé les États du Golfe à former le CCG. Enfin, le développement global de blocs régionaux a également encouragé les États du CCG à unir leurs efforts en vue d'en faire un marché commun. Le fait de partager cette identité khalijie a permis aussi aux États du Golfe de s'influencer mutuellement sur le plan politique. Le Koweït a joué un rôle de pionnier dans ce domaine, en créant un nouvel ensemble d'institutions dominées par la famille dirigeante au début de l'ère pétrolière, un modèle que les autres États émulerent plus tard. Il a été également pionnier dans la mise en place de corps élus que les autres pays du Golfe ont copié à temps. Au cours des dernières années, le Qatar et le Bahreïn ont rivalisé aussi bien dans la libéralisation politique que dans d'autres domaines. La décision de leurs dirigeants d'émanciper les femmes a certainement poussé ceux du Koweït à en faire autant.

Par conséquent, les citoyens nationaux du Golfe ne sont pas actuellement organisés sur des bases civilisationnelles. Ils ne s'identifient pas essentiellement avec la population étrangère en grande partie musulmane

vivant parmi eux contre l'Occident. Ils s'organisent et s'identifient principalement en identités nationales, et sous-régionales à une échelle plus réduite. Leur conflit et leur coopération avec l'Occident ont créé une reconstruction culturelle constante de l'identité locale de la part des dirigeants et de la société.

### **Bibliographie**

Crystal Jill, *Oil and Politics in the Gulf: Rulers and Merchants in Kuwait and Qatar*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Dresch Paul et James Piscatori (eds), *Monarchies and Nations: Globalisation and Identity in the Arab States of the Gulf*, London, I.B. Tauris, 2005.

Gause III F. Gregory, *Oil Monarchies: Domestic and Security Challenges in the Arab Gulf States*, New York, Council on Foreign Relations, 1994.

Herb Michael, *All in the Family: Absolutism, Revolution and Democracy in Middle Eastern Monarchies*, Albany, State University of New York Press, 1999.

Huntington Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.